

Salon du livre de Québec - Vaugois et Masse - 2012-04-12, partie 1 de 2

[00:00:05]	Gisèle Gallichan : Alors mesdames et messieurs, je vais commencer, même si toute l'installation n'est pas terminée, mais parce que 25 à 30 minutes, avec un tel sujet, le sujet des événements marquants des relations France-Québec, le 25 minutes va passer très vite, et surtout avec deux verbomoteurs que vous connaissez sans doute déjà de réputation. Alors je vous dis l'essentiel quand même de leur curriculum vitae.
[00:00:30]	Monsieur Marcel Masse, à 30 ans, ministre dans le gouvernement unioniste élu en juin 66, il s'est vu confier par son premier ministre l'importante et délicate responsabilité de l'accueil des chefs d'États à Expo 67. Il a aussi été ministre des Affaires intergouvernementales en 69, 70. Vingt ans plus tard on le retrouve à Ottawa dans le cabinet Mulroney où il occupera différents ministères, différentes responsabilités dont les Communications et ministre délégué à la Francophonie. Il a été délégué général du Québec à Paris en 96, 97. Il est aussi le président fondateur de la Commission franco-québécoise sur les lieux de mémoire communs et de quelques autres organismes voués à la cause patrimoniale.
[00:01:13]	J'ai oublié de vous dire, pour ceux qui ne le savaient pas, je m'appelle Gisèle Gallichan.
[00:01:17]	Et, monsieur Vaugois, Denis Vaugois, historien, auteur, éditeur, ministre des Affaires culturelles et aussi des Communications dans le cabinet Lévesque, à la fin des années 70 et au début des années 80. Auparavant il avait été entre autres directeur de la section québécoise du Centre franco-québécois de développement pédagogique, puis directeur général des relations internationales au ministère des Affaires intergouvernementales.
[00:01:42]	Les dernières décennies l'ont ramené à l'édition. Il a dirigé notamment le centre éducatif et culturel, les Presses de l'Université Laval et les éditions du Septentrion. Chez Septentrion où il est toujours le grand maître, il a été entre autres, responsable de la mise à jour, je crois que c'est la quatrième édition depuis 68, 69, de ce grand classique pédagogique de l'histoire du Québec, le livre bleu, blanc, rouge, une synthèse historique des historiens Vaugois, Lacoursière et Provencher.
[00:02:13]	Et considérant le propos de ce soir, c'est-à-dire les événements marquants des relations France-Québec, on y trouve bien entendu toute la portion du Régime français. Il y a aussi une portion sur les relations France-Québec à partir de la Délégation générale du Québec à Paris de 60 jusqu'à 67, la visite du général de Gaulle. Mais à la fin, il y a un tableau chronologique qui, de 1534 jusqu'à 2010, nous dit, et on a par ce tableau, qu'est-ce qui se passait au Québec, au Canada et ailleurs dans le monde, dont évidemment en France.
[00:02:50]	Pour ce qui est de monsieur Masse, il est un des 40 collaborateurs, rédacteurs de cet autre important ouvrage de référence publié aux éditions Multimondes à l'occasion des 50 ans de la Délégation québécoise à Paris en octobre dernier. Alors il s'agit des <i>Textes marquants des relations franco-québécoises de 1961 à 2011</i> . Des textes parfois inédits et aussi des documents administratifs, des textes de discours, des coupures de presse, qui nous permettent de prendre conscience de la mesure et de l'intensité de cet arc au-dessus de l'Atlantique entre Québec et Paris. Et cet arc, ce lien, il est vraiment authentique, messieurs, n'est-ce pas ? Vous l'avez vécu vous-même, monsieur Masse, parce que vous avez eu à négocier au cours des années 60 et 70.

[00:03:49]	Si vous voulez, on va peut-être aller un petit peu du côté de l'Histoire. Bon, bien sûr le régime français, monsieur Vaugeois, et à partir de la conquête en 59, il n'y a plus eu de voiles françaises. Il y avait déjà eu un sentiment d'abandon bien avant même que les Anglais arrivent ici, les Canadiens se sentaient un peu abandonnés. Et là il n'y a plus eu de voiles françaises. Mais en 1855 vint la Capricieuse. Et là c'était un évènement.
[00:04:25]	Denis Vaugeois : Vous me donnez la parole là ?
[00:04:27]	Gisèle Gallichan : Oui.
[00:04:27]	Denis Vaugeois : Sur la Capricieuse ?
[00:04:27]	Gisèle Gallichan : Il fallait que je réussisse à tout dire ça.
[00:04:34]	Denis Vaugeois : Bien, effectivement, c'est tellement compliqué on ne peut pas résumer les choses en 30 secondes quand on commence avec la Capricieuse parce que, normalement je devrais dire que, à partir du traité de Paris [de 1763], il n'y a plus de relations avec la France. Et puis c'est, tout d'un coup, arrive la Capricieuse et là c'est les retrouvailles. J'ai un problème avec ça moi personnellement, parce que mes ancêtres sont arrivés de France avant la Capricieuse.
[00:04:56]	Donc on entretient des mythes dans notre Histoire, mais la Capricieuse ça a été un grand moment, mais c'est un moment un peu de hasard. Mais comme on sait le faire en Histoire, on l'a construit, comme étant un évènement important et comme étant le début de quelque chose de nouveau.
[00:05:10]	Effectivement ça a été un peu le début. Le consulat français a suivi pas longtemps après. Mais c'est les communautés religieuses finalement qui ont entretenu la flamme. Plus que ... Mais les gens d'affaires aussi. Il y avait le Crédit Foncier franco-canadien qui a tenu les choses, mais vraiment on attend ... on attend Duplessis, pour songer à une délégation. N'est-ce pas Marcel Masse ? Je viens de voler à Marcel un de ses scoops.
[00:05:39]	Gisèle Gallichan : Il va se reprendre.
[00:05:40]	Denis Vaugeois : Mais c'était dans l'air si vous voulez, l'idée d'une Maison du Québec à Paris. Et d'ailleurs avant la période qu'on connaît, c'est-à-dire 1960, il y avait eu des délégations du Québec à l'étranger. Mais ça commence pour de vrai en 60. C'est important. Mais là où ça prend une tout autre dimension, c'est avec le voyage de de Gaulle évidemment. Et là le voyage de de Gaulle [en juillet 1967] est suivi d'un procès-verbal où là on décide de plein de choses. Et Marcel joue un rôle très important parce qu'on l'appelle le procès-verbal Peyrefitte-Johnson, mais au fond Johnson, c'était Marcel Masse.
[00:06:14]	Gisèle Gallichan : On va y venir, mais on va reculer un petit peu dans le temps parce que ce moment-là, pour la Ville de Québec, l'arrivée de la Capricieuse et c'est ça que j'aurais aimé vous faire dire, parce qu'il y a eu une explosion de joie chez les citoyens de Québec.
[00:06:29]	Denis Vaugeois : Oui, oui c'est vrai, mais en fait je suis comme un peu, un mauvais, un mauvais témoin là. Parce qu'on a eu beaucoup d'événements comme ça. Quand par exemple Papineau revient, revient de son exil, puis il va de Québec... de Montréal à Québec, de Montréal à Québec je dis bien, il décide de prendre le Saint-Laurent. Écoutez, les gens des deux rives du Saint-Laurent allument des feux. Ils soulignent le passage parce qu'il représente aussi le souvenir de la France et quand il arrive à Québec, il y a vingt mille personnes qui l'accueillent. Donc ce n'est pas quelque chose d'inhabituel. Les gens, écoutez, ils n'avaient pas de télévision, ça fait qu'ils se faisaient un party eux-mêmes. Alors l'arrivée de la Capricieuse, ils ont

	contribué à le construire aussi. Demandez à Marcel.
[00:07:16]	Gisèle Gallichan : Oui, j'y viens. Il a hâte sans doute de parler. Mais on va rester si vous voulez monsieur Masse, avant de parler de la moitié du vingtième siècle, on va rester au début du vingtième siècle. Parce que quand Hector Fabre a été nommé à Paris, je pense que c'était par le gouvernement canadien, il y a eu là une effervescence grâce à lui et à son fils, dans les liens qui se sont retissés.
[00:07:41]	Marcel Masse : Alors pour arriver à Hector Fabre, faire un peu comme Denis, il faut aller un petit peu dans le passé. Entre autres avec Honoré Mercier. Honoré Mercier qui a été le premier premier ministre de cette époque-là, à attacher beaucoup d'importance aux relations avec l'Europe, pas simplement l'Angleterre, selon la tradition, mais également, également d'aller en France. Et il a fait deux voyages très importants et une des raisons, c'était d'assurer un financement pour le développement entre autres des chemins de fer ici. Comme les anglophones allaient chercher des capitaux, en Angleterre, il a voulu aller en France. Et à la suite de ça, celui qui l'a suivi, c'est Adolphe Chapleau, qui a encore donné plus d'importance aux relations entre la France et le Québec, tant sur le plan du financement des projets, sorte de... d'autres types. Par exemple. Il faut se souvenir que l'Assemblée législative ne siégeait pas comme aujourd'hui pratiquement toute l'année. Ça durait 5, 6, 7 semaines. Et le premier ministre Chapleau a pu, une année comme ça, passer six ou sept mois à Paris.
[00:09:02]	Non pas simplement des petits voyages aller-retour mais six à sept mois. Pour montrer jusqu'à quel point les relations étaient quand même beaucoup plus fortes que on s'imagine. Dans cet esprit-là, Chapleau, quand il est revenu, il est arrivé avec l'idée qu'il serait bon que le Canada, que le Québec pardon, ait un représentant à Paris, un agent. Alors, tout ce petit monde-là, il y avait de la fraternité entre ces familles-là et Fabre est devenu le type de celui qu'on voulait déléguer là-bas.
[00:09:36]	Alors le Québec a pris la décision, Chapleau était premier ministre, de pouvoir envoyer quelqu'un. Mais ça n'a pas changé, aujourd'hui. Le Québec a beaucoup d'espoir, il a beaucoup d'idéal mais il n'a pas beaucoup de gros sous. Alors tout de suite s'est posé le problème : comment payer, payer le délégué ? Le hasard a fait que Chapleau rapidement à la demande du premier ministre du Canada a démissionné comme premier ministre du Québec. Il a été nommé ministre dans le gouvernement fédéral et dans ce sens-là il a pu faire le lien et de faire la proposition d'avoir un représentant, et du Québec et du Canada, payé par les deux, probablement comme d'habitude un peu plus payé par Ottawa.
[00:10:18]	Mais en tout cas, le premier qui est allé, comme agent, était Hector Fabre. Mais il est allé pour les deux gouvernements et il a été là pendant de nombreuses années et ça a duré au moins une trentaine d'années et il a été très actif. Il a développé beaucoup de coopération et c'est dans ce sens-là que l'édifice aujourd'hui des Relations internationales du Québec s'appelle le Hector-Fabre, l'édifice Fabre. Donc ça a été une période parmi d'autres, mais une période intense. Malheureusement il n'a pas été remplacé après. À ce moment-là on avait l'idée d'ouvrir une délégation à Bruxelles. On était très avancés d'ailleurs, mais la guerre est arrivée puis, la Première Guerre mondiale, et finalement la chose est passée. Donc il y a eu des grandes périodes de coopération, pas simplement maintenant.
[00:11:08]	Gisèle Gallichan : Et monsieur Vaugeois y a fait allusion tout à l'heure, bon,

	on a l'impression parce qu'il y a eu les fêtes des célébrations au mois d'octobre dernier, que la Délégation générale du Québec à Paris est arrivée grâce à l'équipe du tonnerre, avec la Révolution tranquille, etc. Mais ce n'est pas le cas. Déjà dans les années 50, les premiers ministres de l'Union nationale avaient fait préparer le terrain.
[00:11:36]	Marcel Masse : Moi je pense que les peuples évoluent, les situations évoluent. Et si on veut comprendre où on en est, il faut toujours regarder un peu d'où on vient. Autrement on a toujours l'impression que d'une génération à l'autre on vient de découvrir les boutons à quatre trous, puis qu'on est extraordinaires, puis que... Alors, comme disait Denis, il y a des mythes qui se créent dans les sociétés et nous on est forts sur cette idée que, on recommence, c'est extraordinaire.
[00:12:00]	Ça c'en est un bel exemple. Je pense que ce qui a été le plus important, l'élément révolutionnaire s'il y en a eu un, c'est dans les transports. En général c'est les transports qui font la différence au développement économique. C'est quand on ouvre des terres, des forêts, qu'on développe les forêts etc., bon, des Romains jusqu'à aujourd'hui. Or, après la guerre, dans les années 50, pratiquement exactement en 50, il y a eu dans le domaine aérien des vols beaucoup plus fréquents et beaucoup plus rapides et en beaucoup moins d'heures qu'on en avait jusque-là. N'oubliez pas qu'au début ça prenait des mois à traverser l'océan mais là on en était rendus à faire ça dans 14, 15 heures. Et c'est l'époque, il y a eu l'année sainte en 1950. Il ne faut pas oublier cet aspect-là et ça a été le début où des milliers de Québécois sont... régulièrement traversaient l'océan, de plus en plus de milliers à chaque année, et l'inverse également, de plus en plus de Français.
[00:13:05]	Donc il y a eu une redécouverte physique jusqu'à un certain point de Québécois qui pour la première fois, en milliers, sont allés à Paris puis sont revenus puis ont raconté comment est-ce que c'est. Donc il y a un intérêt qui se développait. Au milieu de cette période-là, de ces années 50, les gouvernements ont senti l'intérêt de tourisme et l'intérêt d'industries et ils ont organisé des grandes foires. La France a organisé au Palais du Commerce à Montréal des grandes foires. Et c'est là pour beaucoup de Québécois où on a redécouvert la France comme pays technique, comme scientifique, avec des moyens industriels forts. Et l'inverse également, aux grands magasins du Louvre dans les années qui ont suivi, on a organisé une grande exposition à Paris où il y a eu plus d'un million de personnes. Vous imaginez-vous donc, un million de personnes en six mois qui sont allées visiter cette exposition. Donc des deux côtés, les populations se rencontrent, comprennent les intérêts et à partir de là, le politique, je veux dire est sensibilisé par ça.
[00:14:14]	Dans cet esprit-là, le gouvernement du Québec, au milieu des années 50, avec Maurice Duplessis, s'est sensibilisé à cette chose-là et à partir des années 57, 58 a développé des politiques. Et en fait, c'est parce qu'il est décédé qu'il n'a pas pu se rendre pour ouvrir la Délégation du Québec à Paris en 59. C'était même dans le budget, les sommes voulues. C'est ce qui a permis à ... monsieur Sauvé n'a pas été assez longtemps, mais à Antonio Barrette, en janvier 1960 je crois, c'est le 28 janvier, à l'Assemblée législative du Québec, d'annoncer l'intention de son gouvernement d'ouvrir une Maison à Québec.
[00:14:56]	Gisèle Gallichan : À Paris.
[00:14:56]	Marcel Masse : À Paris, et l'esprit était même en ouvrir une à Londres pour

	l'ensemble de l'Europe. En tout cas au moins pour la partie qui nous intéresse, d'ouvrir à Paris. C'est ce qui explique pourquoi, ayant été défait aux élections du 22 juin 60, dès le mois de septembre, monsieur Lapalme a pu prendre le relais. De toute façon monsieur Lapalme, il le savait, il était chef de l'opposition. Mais on a oublié tout ça. On fait notre Histoire à grands coups d'oublis et d'évacuation dans les esprits. C'en est un exemple parmi d'autres.
[00:15:26]	Gisèle Gallichan : Et parce que le temps presse et c'est un sujet tellement important, on va quand même prendre le temps, parce que la Délégation du Québec est une réalité à partir de 1961. Là il y a eu beaucoup plus d'effervescence, il y a eu jusqu'en 67, 68, les années 70, des coopérations qui se sont établies. Mais avant tout ça, on va se faire une petite parenthèse, un bloc de Gaulle. Parce que la volonté politique du général de Gaulle dans tout ce que j'ai lu apparaît être l'élément fort qui a déclenché beaucoup. Et là je reviens à vous monsieur Vaugeois. On a toujours l'impression que monsieur de Gaulle ... il y a eu cette visite en 67, mais il était venu au Québec, il connaissait bien le Québec auparavant.
[00:16:14]	Denis Vaugeois : Oui, il était venu en 60 je pense.
[00:16:18]	Gisèle Gallichan : En 44 aussi.
[00:16:19]	Denis Vaugeois : En 44 ? En 44, ben j'aurais pu être témoin, mais en tout cas. Mais en 60 il vient, je ne me trompe pas ? Parce qu'on a, on a des D'ailleurs c'est Robert Trudel je pense qui m'a fait découvrir ça. Robert Trudel qui est un des artisans de ce bouquin avec Jean-Marc Gagnon. Un petit film qui nous montre un dîner au Château Frontenac. C'est vraiment très intéressant de voir que l'atmosphère n'est pas la même du tout qu'en 67, évidemment. On n'était comme pas prêts. Et Marcel avait raison d'insister sur la question de... la volonté politique là, ça suit souvent une certaine réalité. Et la question des transports. Le premier vol direct Paris, Paris-Montréal, je pense que c'est 51. Et dans cette année-là je pense qu'il y a 1500 personnes qui vont traverser, dans une année, alors que 10 ans après c'est par jour. Aujourd'hui il y a je ne sais pas combien de vols à tous les soirs qui partent pour Paris. Donc ce qui s'est passé au fond, c'est une espèce de mouvement populaire et de Gaulle a ajouté son élément.
[00:17:21]	Moi, comme on n'a pas beaucoup de temps, je veux dire une chose. Pour moi il y en a une d'importante, c'est que la fameuse Révolution tranquille, on l'exagère elle aussi un petit peu, mais elle repose sur quoi ? elle repose sur quoi ? Elle repose sur un souffle nationaliste. Il y a une poussée nationaliste extrême puis deuxièmement, et c'est peut-être encore plus important, c'est l'ouverture au monde. Et notre mode de vie, si on fait... les gens ici sont assez âgés, plusieurs d'entre eux, pour faire une comparaison à la façon de vivre en 60, la façon de vivre aujourd'hui. Juste notre nourriture : on va prendre, bon alors du vin. À l'époque on prenait le Saint-Georges à Noël puis ça s'arrêtait là. Aujourd'hui on est plutôt spécialisés dans les vins. Mais prenons le cas des fromages. À l'époque, les fromages, il y avait le Oka, puis le fromage canadien; ça s'arrêtait là. Aujourd'hui on est parmi les grands producteurs mondiaux de fromages. On est, je pense qu'on bat les Français pour faire les bons fromages.
[00:18:15]	C'est un exemple. Dans tous les domaines, dans tous les domaines, la France, et le monde extérieur, a transformé le Québec. La Caisse de dépôt par exemple c'est une invention empruntée aux Français, etc. On n'a pas le temps d'expliquer tout ça. Mais quand on parle de la Délégation du Québec, c'est clair que la Délégation était un moteur. Mais à côté de la

	Délégation, il y avait des programmes de coopération. Eux autres, les programmes de coopération, ça emplissait les avions, là, à tous les soirs. Prenons l'exemple de l'Office franco-québécois pour la jeunesse : ça a touché tous les secteurs de la société. En tout cas, il y a eu une révolution, c'est ce qui a donné un souffle à la Révolution tranquille.
[00:18:50]	Gisèle Gallichan : Et tout ça pour terminer la parenthèse de Gaulle, cette, cette impulsion, ce souffle qu'il a donné, politiquement, c'est lui qui a fait en sorte que monsieur Malraux, monsieur Lapalme ont créé, ont signé des ententes, et ensuite vous-même, vous avez été appelé à signer des ententes absolument importantes et qui sont encore les piliers aujourd'hui.
[00:19:14]	Marcel Masse : Il faut se souvenir que de Gaulle a été désigné président en 58 en France. Donc les deux dernières années de Duplessis c'est de Gaulle qui était là et il est venu ici en 1960 après que monsieur Barrette ait annoncé sa volonté d'ouvrir une Délégation. Le mois de mars, avril suivant, il y a cette rencontre, ce voyage du président de Gaulle qui est allé aux États-Unis, est allé un peu partout. Mais la partie qui nous intéresse ici, il est venu ici, il a passé à Montréal, à Québec. Il y a eu des discussions avec monsieur Barrette et on ne peut pas ne pas croire qu'il avait été question de l'ouverture de la Délégation à Paris. C'était partout. Le consulat général était au courant. Tout cela a certainement fait l'objet des discussions.
[00:20:03]	Mais mettons-nous bien dans la tête que, s'il n'y avait pas eu du côté français, la personnalité et la volonté et les principes du général de Gaulle, il n'y aurait pas eu la coopération qu'on a. Il ne faut pas se faire d'illusions là. Nous on a réussi parce que l'autre était appelant à cette coopération pour des raisons qui appartiennent à lui, qui appartiennent à la France, il y avait un intérêt des deux, mais on n'a pas inventé les boutons à quatre trous. C'est qu'il y avait quelqu'un de l'autre côté qui nous appelait à cette coopération-là. Et c'est dans ce sens-là que les choses se sont déroulées avec autant de rapidité et avec une telle force, même en opposition avec le gouvernement élu canadien, et puis beaucoup d'autres personnes qui ont fait un effort y compris dans son propre pays. On ne peut pas dire que le Quai d'Orsay, le ministère des Affaires extérieures, était très chaud à cette politique du général de Gaulle. Donc l'instrument premier de la coopération France-Québec, c'est le général de Gaulle.
[00:21:10]	Tous les autres gravitent autour du ROC [Rest of Canada]. Mais ceci étant dit les choses se sont enclenchées par les politiques, par les administrations, dans les secteurs privés. Je veux dire il y a eu toute une vie qui s'est développée à partir de là, une vie intense et très importante.
[00:21:28]	Gisèle Gallichan : Et dans les années 68 on se souviendra aussi, le fameux satellite, qui a été l'objet d'une primeur d'un confrère de Radio-Canada. Un satellite, en français, il y a eu aussi tout cet appui à la politique internationale du Québec. Il ne faut pas négliger cela.
[00:21:48]	Marcel Masse : Juste un instant, sur le satellite. C'est très important, on est à la période de Daniel Johnson.
[00:21:52]	Gisèle Gallichan : C'est ça.
[00:21:52]	Marcel Masse : Alors c'est à ce moment-là que la technologie, on parlait des transports, le satellite, c'est dans le domaine des transports de la parole. Alors l'existence de ces transports-là a amené, nous a amenés à dire enfin à travers ça, on va pouvoir s'adresser en français pour la première fois, on pouvait, par nous-mêmes, de nous-mêmes, s'adresser au monde de notre propre existence en français. C'est ça, en tout cas pour Daniel Johnson, c'est la partie qui était très importante, de pouvoir se relier

	à travers ce que nous sommes et non pas à travers un prisme du ministère des Affaires extérieures du Canada avec sa politique de bilinguisme, de l'importance anglaise du Canada dans le Commonwealth, etc.
[00:22:39]	Donc c'est dans ce sens-là et ce satellite, au même titre que c'est la raison pour laquelle il a relancé Radio-Québec, Daniel Johnson, pour pouvoir s'exprimer dans le domaine de l'Éducation avec un instrument qui était le nôtre et non pas celui de Radio-Canada. Alors là, il y a tout le concept comme disait Denis Vaugeois tout à l'heure, c'est que, cet épanouissement et l'utilisation des moyens modernes de cette époque-là ont servi l'épanouissement de ce que nous étions nous-mêmes, c'est-à-dire du nationalisme et de s'accrocher dans le domaine de la coopération à travers la France, à l'ensemble des pays francophones.
[00:23:16]	À Niamey, la Conférence des ministres,
[00:23:20]	Gisèle Gallichan : Libreville.
[00:23:21]	Marcel Masse : où j'étais là d'ailleurs avec monsieur Malraux et les autres, c'était dans cette volonté. Mais encore là, c'est parce que la France voulait bien, je mets ça entre guillemets, nous a imposés dans ces jeux internationaux, que on pouvait apparaître. C'était toujours le même élan et c'est dans ce cadre-là que tout s'est fait et que finalement a débouché sur la conférence des chefs d'États des pays de langue française. Alors tout ça vient de l'existence, n'oublions jamais là, indépendamment de tous ceux qui ont beaucoup de médailles à porter, c'est que celui qui a porté d'abord le parvis sur le débat, c'est le général de Gaulle.
[00:23:59]	Gisèle Gallichan : Et monsieur Vaugeois, peut-être je ne sais pas, si vous pouvez élaborer là-dessus. Après le fameux « Vive le Québec libre », il y a eu ici, je crois que c'est immédiatement en 68, le général de Gaulle a nommé ici comme consul général monsieur de Menthon et il lui a donné le titre de ministre plénipotentiaire. C'était, quand même là, il y avait un lien vraiment beaucoup plus affirmé.
[00:24:24]	Denis Vaugeois : Il y a une relation, je pense, directe. Le consul pouvait communiquer directement avec le Quai d'Orsay, sans passer par l'ambassade de France. Ça a été un petit peu atténué avec les années mais à l'époque c'était très important. Et monsieur de Menthon était un homme d'un rang. D'ailleurs on a eu beaucoup de très bons consuls de France à Québec. C'était un poste qui était important et on nommait des gens importants. Mais de Menthon est un de ceux qui, à qui on doit beaucoup d'ailleurs. Parce qu'on était très novices nous autres, dans le domaine international; vraiment très novices. Le protocole, on se moquait de ça, on ne connaissait rien.
[00:24:57]	Et il y a des gens comme monsieur Chapdelaine par exemple, qui venait des services fédéraux à Paris, qui nous a donné des leçons, qui nous a fait la classe. Et de Menthon, qui était un grand monsieur, vraiment quand vous me faites penser à ça, là, on était vraiment des rustres. On allait au consulat puis on ne savait pas trop comment se comporter. Et lui il nous acceptait comme on était et tranquillement, il nous éduquait.
[00:25:23]	Et les Français nous ont beaucoup appris au niveau des, appelons-ça des bonnes manières, dans le bon sens du terme. De Menthon donc, c'est un exemple parmi plusieurs. Et moi j'insiste là-dessus, la coopération, c'est, et j'ai le goût de le dire devant Marcel Masse, parce que on réfère beaucoup à Lapalme, on réfère aux libéraux, mais elle s'est intensifiée grâce à de Gaulle. Elle s'est intensifiée sous l'Union nationale. Elle avait commencé un petit peu sous l'Union nationale mais elle s'intensifie sous l'Union nationale,

	parce que c'est là que les affaires se passent, à partir de 67.
[00:25:57]	Gisèle Gallichan : Et on va, malheureusement, le temps file, il est déjà 20 heures. On va malheureusement devoir passer plusieurs années et venir au moins à la fin du 20 ^e siècle. Le premier ministre monsieur Bourassa qui a toujours été accueilli là-bas en chef d'État, venons à monsieur Lévesque, en novembre 77 devant l'Assemblée nationale en France, qui a son discours « Nous sommes Québécois. »
[00:26:20]	Denis Vaugois : Oui, oui, ben je ne peux pas le répéter son discours, mais effectivement c'était un grand moment. Il y a eu deux grands discours à l'étranger de René Lévesque : un à Washington [c'était à New York] qui n'avait pas été une réussite et celui de Paris qui était, qui est sublime, c'est certain. Et monsieur Lévesque, encore là tous nos premiers ministres ont été à la hauteur, y compris celui qu'on a actuellement [Jean Charest], parce que c'est, je pense que tous ont pris ça au sérieux. Mais quand ils se retrouvent à Paris, encore là les Français, ils savent mettre la table. Et même si on avait un mauvais premier ministre, d'aventure un bon jour, je pense que les Français réussiraient à lui faire sortir le meilleur. Alors imaginez avec Lévesque le meilleur ce que ça a été.
[00:26:57]	Gisèle Gallichan : Et c'était la première fois, je crois,
Salon du livre - Vaugois et Masse - 2012-04-12, partie 2 de 2	
[00:00:00]	que le premier ministre du Québec était devant l'Assemblée en fait qu'un chef d'État était amené à - Est-ce que je me trompe ?
[00:00:05]	Denis Vaugois : Ça c'est le génie français. Ils savent toujours inventer quelque chose. Ils nous ont inspirés d'ailleurs, parce qu'on les a imités un peu. Un peu plus on les faisait asseoir ici sur le trône du président. Je pense qu'on a dû le faire d'ailleurs.
[00:00:16]	Gisèle Gallichan : Peut-être pour une fois, monsieur [Philippe] Séguin peut-être.
[00:00:18]	Je reviens à vous monsieur Masse, les présidents et les premiers ministres lorsqu'ils viennent ici c'est toujours l'occasion et on le voit, ici on peut le lire là-dedans, l'occasion d'ententes très, très importantes qui sont signées carrément entre États.
[00:00:36]	Marcel Masse : Oui. Oui.
[00:00:36]	Gisèle Gallichan : Le Québec est considéré toujours par la France comme un État.
[00:00:39]	Marcel Masse : Oui je pense qu'il y a toutes sortes de distinctions à faire. Mais quand on parle de coopération d'État à État, c'est ça la partie général de Gaulle. Il y a eu des coopérations entre universités, il y a fort longtemps. Il peut avoir des coopérations entre corporations, par exemple les médecins. Il peut y avoir des coopérations industrielles entre Bombardier puis un autre. C'est un ensemble de mondes, la coopération. Mais la coopération d'États, c'est celle dont on parle là, qui est assumée et financée par, par les États. C'est important parce que ça donne une reconnaissance, que la coopération individuelle ou industrielle ou universitaire ne nous donne pas. Je veux dire, pendant longtemps les universités ont coopéré et l'Université Laval avec d'autres universités, mais ça ne faisait pas une reconnaissance officielle de l'existence du Québec.
[00:01:31]	Alors c'est pour ça que la chose se passe à différents niveaux et par exemple tous, tous ces visiteurs qui vont de part et d'autre dans un sens, c'est le fruit de la coopération là. Donc on peut étirer la tire Sainte-Catherine la longueur que vous voulez ou la rapetisser, donc mais il y a tout un monde qui comme dirait le général de Gaulle, qui grouille et grenouille

	dans la coopération. Mais celle qui nous intéresse aujourd'hui et c'est le socle le plus important au point de vue de reconnaissance de ce que nous sommes, c'est la coopération d'États.
[00:02:02]	Gisèle Gallichan : Il y a bien sûr un chapitre sur l'attitude de la France lors des référendums sur la souveraineté du Québec et aussi sur les dernières années où parfois on se demande s'il n'y a pas un peu plus de tiédeur. À moins que je me trompe, ce qui semble ressortir, et justement par toujours ces liens et ces ententes qui sont signées lorsque des chefs d'État, des premiers ministres ou le président de France viennent ici, il semble ressortir de ces textes-là que l'appui de la France et l'accompagnement de la France seraient éventuellement toujours là. Est-ce que vous avez quelque chose à dire là-dessus ?
[00:02:43]	Denis Vaugeois : Ouais, je pense que c'est évident qu'il faudrait qu'on se décide les premiers. Pour le reste forcément les Français suivraient. Celui qui est à la présidence actuelle [Nicolas Sarkozy] n'a pas l'air très chaud, mais de toute façon il serait obligé de prendre une leçon de réalisme. Les Français nous laissent cheminer. Ils ont déjà été un petit peu plus chauds, mais ils nous laissent cheminer, c'est à nous autres à prendre nos décisions.
[00:03:08]	Gisèle Gallichan : Et croyez-vous que la France mettrait sa diplomatie à l'œuvre au lendemain d'un éventuel oui ?
[00:03:16]	Marcel Masse : Je pense que, posons-nous donc des questions à nous plutôt qu'à la France. C'est à nous, je suis d'accord avec Denis Vaugeois, c'est à nous de prendre nos décisions et si aujourd'hui le président français est moins chaud que le précédent, c'est peut-être que nous autres aussi on est moins chauds qu'on ne l'était il y a 10 ans.
[00:03:30]	Alors c'est à nous de prendre nos décisions puis le reste va suivre. Et on ne prend pas nos décisions selon que la France va être pour ou contre là, ça c'est la deuxième partie du tableau. C'est à nous autres à prendre nos décisions. Et ne cherchons pas d'excuses. Puis ne cherchons pas d'espoir. C'est bête, c'est méchant mais c'est à nous à décider. Et ça c'est fatigant !
[00:03:48]	Denis Vaugeois : Mais je tiens à dire que les Français, la cote des Québécois en France et à Paris est excellente. On n'a seulement qu'à voir les succès que les gens, les gens ont là-bas, puis pas seulement dans le domaine du spectacle, c'est général. Il y a vraiment un rapprochement entre la France et le Québec. Et puis moi je crois beaucoup au rapprochement entre les gens. Si jamais il y a un peu de tiédeur en haut c'est... Ce qui est important c'est la chaleur en bas.
[00:04:13]	Marcel Masse : C'est pour ça que je pense qu'il faut faire attention. Il ne faut pas relier l'idée de souveraineté et d'indépendance avec l'idée de relation avec la France. Il faut faire très attention avec ça. Les relations de coopération avec la France ont une réalité qui lui est propre et ils ont une nécessité pour nous qui était essentielle. Mais c'est indépendamment du système politique dans lequel on vit. La preuve c'est que à l'intérieur d'un carcan fédéral assez, assez fermé, on a quand même pu depuis 50 ans, je veux dire faire énormément, y compris d'État à État, de coopération.
[00:04:47]	Le danger qui nous guette, ce n'est pas, ce n'est pas dans ce domaine-là. Je pense qu'après 50 ans on peut tirer quelques conclusions. La première conclusion c'est le danger d'habitude. On est habitués à une coopération et le danger à un moment donné nous mène à une espèce de banalisation des choses. C'est normal que la coopération existe. C'est banal que de le dire et à un moment donné les choses s'épuisent parce qu'on n'apporte pas

	l'enthousiasme, la vision, on n'apporte pas le dynamisme voulu, on n'apporte pas le coup de gueule nécessaire de temps en temps pour que les choses se déroulent bien.
[00:05:32]	Et dans le domaine de la coopération, c'est comme dans le mariage, on est deux dans la question de la France. Il y a la réaction que nous on a devant la coopération France-Québec et la réaction que les Français ont. L'intérêt que nous on a en cette coopération. Arrêtons de faire de l'angélisme, on a des intérêts et on a des volontés. On a des désirs et on a des défauts. Et notre principal défaut pour l'instant, quant à moi, est cette espèce de silence public dans lequel la coopération s'endort au Québec.
[00:06:05]	C'est un domaine qu'on a considéré à travers cinquante ans comme un temps essentiel dans la vision d'un Québec moderne, pas le droit de laisser endormir un instrument aussi fondamental, aussi important que la coopération avec la France. C'est à nous à réveiller les Français s'ils s'endorment, mais c'est d'abord à nous de se réveiller et à réveiller nos administrations publiques. La coopération d'État à État aujourd'hui est trop une question uniquement entre les mains des fonctionnaires. Les partis politiques n'ont plus rien à dire. Les commissions parlementaires ne siègent jamais sur un sujet aussi important et les premiers ministres font ce qu'ils veulent et les ministères sont absents.
[00:06:50]	Je pense qu'il faut tirer une cloche d'alerte, une cloche d'alarme. La coopération après 50 ans c'est une belle fête mais ce qui est important c'est que pendant la 51 ^e année on lui redonne le dynamisme et l'espoir qu'elle a besoin.
[00:07:06]	Gisèle Gallichan : Croyez-vous, [Applaudissements]
[00:07:11]	Croyez-vous monsieur Vaugois que les générations Y et Z ou D vont justement se réveiller et faire qu'il y aura d'autres événements marquants particulièrement dans le domaine de la coopération ?
[00:07:26]	Denis Vaugois : Je pense que le
[00:07:27]	Gisèle Gallichan : Le mot de la fin.
[00:07:27]	Denis Vaugois : Non, le mot de la fin...
[00:07:31]	Gisèle Gallichan : On vient de l'avoir hein ?
[00:07:32]	Denis Vaugois : On vient de l'avoir avec Marcel. Vraiment, je n'essaierai pas de faire mieux. Si j'étais capable de faire autant, mais je n'essaie même pas non plus. Il a été très éloquent, très bon, c'est essentiel, ce qu'il vient de dire mais je crois que par ailleurs pour répondre à votre question, je crois que la jeunesse est naturellement ouverte sur le monde. Et ils n'attendent que des occasions, puis de les soutenir. Et c'est vrai qu'il faut un petit peu réchauffer la coopération au niveau institutionnel.
[00:07:59]	Gisèle Gallichan : Alors, en les remerciant tous les deux, je crois monsieur Masse et Denis vous êtes au kiosque numéro 429 des éditions Multimondes jusqu'à 20, 21 heures et Denis demain soir, samedi et dimanche, vous serez bien sûr chez Septentrion, kiosque 419.
[00:08:16]	Denis Vaugois : Mais c'est passionnant cet ouvrage.
[00:08:18]	Gisèle Gallichan : Mais ce document, vraiment, ce document est un document d'archives, un document de référence d'une très grande richesse et il y a là des ...
[00:08:26]	Denis Vaugois : Vous savez il y a des documents fondamentaux comme le procès-verbal Peyrefitte-Johnson, on ne savait pas où le trouver. Je pense que l'original est disparu d'ailleurs.
[00:08:34]	Marcel Masse : Oui.
[00:08:34]	Denis Vaugois : Il y a un grand mérite d'avoir fait ce livre.

[00:08:37]

Gisèle Gallichan : Alors voilà, alors bravo à cette initiative et aussi bien sûr ce grand classique que vous pouvez trouver aussi ici au Salon du livre. Merci beaucoup messieurs pour tout ce que vous nous avez, cette richesse. Bonne fin de soirée !